



HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES

ANNALES

(sujets de devoirs sur table et de partiels)

I. Dissertations

- L'exigence de stabilité dans un État est-elle compatible avec l'exigence de liberté ?
- L'État est-il l'ennemi de la liberté ?
- Comment la liberté est-elle compatible avec la paix civile ?

Vous traiterez ce sujet à partir de la pensée de certains auteurs étudiés durant le semestre.

- Hannah Arendt, dans un cours dispensé à l'université de Berkeley en 1955, explique que pour Machiavel : « La politique n'a pas de fin plus élevée qu'elle-même (...). La politique en elle-même n'a pas de fin, elle n'est pas un moyen. Mais tout, dans la politique, se règle sur cette maxime : la fin justifie les moyens. » Vous discuterez cette conception de la politique.
- La notion d'aliénation vous paraît-elle pertinente pour penser la servitude volontaire ?
- Réforme et révolution.
- Vous discuterez l'affirmation suivante de Rousseau (tirée de l'Introduction du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*), en vous appuyant sur les auteurs étudiés :

« Les Philosophes qui ont examiné les fondements de la société, ont tous senti la nécessité de remonter jusqu'à l'état de Nature, mais aucun d'eux n'y est arrivé. (...) tous, parlant sans cesse de besoin, d'avidité, d'oppression, de désirs, et d'orgueil, ont transporté à l'état de Nature, des idées qu'ils avaient prises dans la société ; ils parlaient de l'Homme Sauvage et ils peignaient l'homme Civil. »

- Passion et politique.
- Les fondements de l'obéissance politique chez les modernes.
- Peut-il y avoir une vérité en politique ?
- En matière de politique, faut-il imaginer des utopies ?

- La compétence fonde-t-elle l'autorité politique ?

II. Commentaires

- Vous commenterez le texte suivant (en comparant avec d'autres auteurs si vous le souhaitez) :

« Reste maintenant à voir quels doivent être les façons et gouvernement d'un prince avec ses sujets et avec ses amis. Et comme je sais que beaucoup ont écrit là-dessus, je crains, en en écrivant moi aussi, d'être tenu pour présomptueux parce que je m'écarte, surtout dans la discussion de cette matière, du chemin suivi par les autres. Mais mon intention étant d'écrire chose utile à qui l'entend, il m'a paru plus pertinent de me conformer à la vérité effective de la chose qu'aux imaginations qu'on s'en fait. Et beaucoup se sont imaginé des républiques et monarchies qui n'ont jamais été vues ni connues pour vraies. En effet, il y a si loin de la façon dont on vit à celle dont on devrait vivre, que celui qui laisse ce qui se fait pour ce qui se devrait faire apprend plutôt à se détruire qu'à se préserver : car un homme qui en toute occasion voudrait faire profession d'homme de bien, il ne peut éviter d'être détruit parmi tant de gens qui ne sont pas bons. Aussi est-il nécessaire à un prince, s'il veut se maintenir, d'apprendre à pouvoir n'être pas bon, et d'en user et n'user pas selon la nécessité.

Laissant donc de côté les choses qu'on a imaginées pour un prince, et discourant de celles qui sont vraies, je dis qu'à tous les hommes, quand on parle d'eux, et surtout aux princes, parce qu'ils sont placés plus haut, on attribue quelques-unes de ces qualités qui leur apportent blâme ou louange. C'est-à-dire que tel est tenu pour libéral, tel pour avare (...) ; tel cruel, tel pitoyable ; l'un parjure, l'autre loyal (...) ; l'un franc, l'autre rusé (...) ; l'un religieux, l'autre incrédule, et ainsi de suite. Et je sais que chacun confessera que ce serait chose tout à fait louable que chez un prince on trouvât, de toutes les qualités susdites, celles qui sont tenues pour bonnes ; mais comme elles ne se peuvent avoir ni observer entièrement, à cause des conditions humaines qui ne le permettent pas, il lui est nécessaire d'être assez sage pour savoir éviter le mauvais renom de ces vices qui lui feraient perdre son État ; et de ceux qui ne le lui feraient pas perdre, se garder, s'il lui est possible ; mais ne le pouvant pas, il peut avec moins de réserve s'y laisser aller. Et même, qu'il n'ait cure d'encourir le mauvais renom de ces vices sans lesquels il pourrait difficilement sauvegarder l'État ; car tout bien considéré, on trouvera quelque chose qui paraîtra vertu, et s'y conformer serait sa ruine, et telle autre qui paraîtra vice, s'il s'y conforme en résultent sa sécurité et son bien-être. »

Machiavel, *Le Prince*, chapitre XV.

- Vous commenterez le texte suivant, en vous appuyant sur des éléments précis tirés des œuvres de Machiavel (ou d'autres auteurs si vous le souhaitez) :

« Il faut observer toutefois que la manière dont Machiavel pose le problème (c'est-à-dire l'affirmation implicitement contenue dans ses écrits que la politique est une activité autonome, qui a ses principes et ses lois différents de ceux de la morale et de la religion, proposition qui a une grande portée philosophique, parce qu'elle rénove implicitement les conceptions de la morale et de la religion, c'est-à-dire toute la conception du monde) est encore discutée et contredite aujourd'hui, et n'a pas réussi à devenir « sens commun ». Que signifie cela ? Cela signifie-t-il simplement que la révolution intellectuelle et morale dont les éléments sont contenus en germe dans la pensée de Machiavel n'a pas encore été réalisée (...) ? Ou bien cela n'a-t-il qu'une simple signification politique actuelle permettant de montrer le fossé qui sépare gouvernants et gouvernés, de montrer qu'il existe deux cultures : celle des gouvernants et celles des gouvernés ; et que la classe dirigeante, comme l'Église, a une attitude bien définie à l'égard des « simples », dictée par la nécessité de ne pas se détacher d'eux, d'une part, et de les maintenir d'autre part, dans la conviction que Machiavel n'est rien d'autre qu'une apparition diabolique ?

On pose ainsi le problème de la signification qu'a eue Machiavel à son époque et des buts qu'il se proposait en écrivant ses livres et surtout *Le Prince*. La doctrine de Machiavel n'était pas à son époque quelque chose de purement « livresque », le monopole de penseurs isolés, un livre secret qui circule parmi les initiés. Le style de Machiavel n'est pas celui d'un écrivain qui écrit un traité en forme de système (...), bien au contraire.

C'est le style d'un homme d'action (...). On dit souvent des lois énoncées par Machiavel, concernant l'action politique, qu'« elles s'appliquent mais ne se disent pas » ; les grands politiciens, dit-on, commencent par maudire Machiavel, en se déclarant anti-machiavéliques, précisément pour pouvoir appliquer ses lois « saintement ». Est-ce que Machiavel n'aurait pas été somme toute très peu machiavélique, un de ceux qui « savent le truc » et stupidement le révèlent, alors que le machiavélisme vulgaire apprend à faire le contraire ? (...) Machiavel lui-même note que les choses qu'il écrit sont appliquées dans la réalité et ont toujours été appliquées, par les plus grands hommes de l'histoire ; il ne semble pas pourtant qu'il veuille suggérer ces choses à ceux qui les savent déjà, son style n'est pas celui d'une activité scientifique désintéressée (...).

On peut donc penser que Machiavel a en vue ceux « qui ne savent pas », qu'il entend faire l'éducation politique de ceux « qui ne savent pas », non pas l'éducation politique négative des hommes qui haïssent les tyrans (...), mais l'éducation positive de ceux qui doivent reconnaître comme nécessaire l'emploi de moyens déterminés, même s'ils appartiennent aux tyrans, parce qu'ils veulent des fins déterminées. Quand un prince est né dans la tradition des hommes de gouvernement, il acquiert presque automatiquement, grâce à tout le contexte de l'éducation qu'il assimile dans l'ambiance familiale (...), les caractères du politique réaliste. Qui est-ce donc « qui ne sait pas » ? (...) le « peuple » et la « nation » italienne (...). On peut considérer que Machiavel veut persuader ces forces de la nécessité d'avoir un « chef » qui sache ce qu'il veut et comment obtenir ce qu'il veut, et de la nécessité de l'accepter avec enthousiasme même si ses actions peuvent être ou paraître en opposition avec (...) la religion. »

Gramsci, *Cahiers de prison* (rédigés entre 1929 et 1937).

- Vous commenterez le texte suivant, en vous appuyant sur des éléments précis tirés des œuvres de Machiavel (et d'autres auteurs si vous le souhaitez) :

« Machiavel tient (...) à ce que les princes de son temps, loin de se contenter d'une armée robuste, soient convaincus, s'ils désirent parvenir au faite de la gloire, d'avoir à cultiver les qualités nécessaires à l'exercice de la souveraineté. Les moralistes latins avaient proposé, en leur temps, une analyse de ces qualités qui eut un grand retentissement. Ils avaient fait valoir en premier lieu que tous les grands chefs devaient, d'une manière ou d'une autre, avoir de la chance. À moins, en effet, que la Fortune ne se décide à nous sourire, nous ne pouvons espérer atteindre nos objectifs les plus élevés par le seul moyen de nos efforts humains. Toutefois (...), les moralistes latins précisaient que certaines caractéristiques (...) tendaient à attirer les faveurs de la Fortune et pouvaient, de ce fait, procurer la certitude presque absolue d'atteindre à l'honneur, à la gloire et à la renommée. Les idées qui sont à l'origine de cette conception sont remarquablement exposées par Cicéron dans ses *Tusculanes*. Il y explique que si le seul désir d'être vertueux dirige nos actes et que, si, dans notre quête de la gloire, nous n'avons aucune arrière pensée, nous avons toute chance d'atteindre justement à cette gloire pour peu que la Fortune veuille bien nous sourire ; la gloire est donc bien la récompense de la *virtù*.

Les humanistes de la Renaissance italienne reprirent cette analyse sans la modifier en rien. Vers la fin du XV^e siècle, notamment grâce aux nouveaux moyens d'impression, on vit se multiplier un genre d'ouvrages d'inspiration humaniste destinés aux princes, dont la diffusion fut sans précédent (...). Machiavel reprend à son compte, sans rien y changer, ces conceptions de la relation entre la *virtù*, la Fortune et la réalisation, par les princes, de leurs objectifs (...). Il est pleinement d'accord sur la nature des objectifs à atteindre : tout prince doit avoir pour but de conserver son État et de se couvrir de gloire. Mais il fait valoir que, s'il veut atteindre de tels résultats, aucun prince ne pourra « avoir, ni observer entièrement » toutes ces qualités qui sont ordinairement « tenues pour bonnes » (...).

Il est donc parfaitement clair à présent que Machiavel fait subir à la tradition du genre miroir princier une véritable révolution, dont la ligne directrice est la redéfinition du concept central de *virtù*. Il reprend certes à son compte la conception conventionnelle qui appelle *virtù* la somme des qualités qui permettent au prince de faire alliance avec la Fortune pour obtenir l'honneur, la gloire et la renommée. Mais par ailleurs, il (...) fait valoir que, contrairement aux idées en vigueur, la caractéristique principale d'un prince qui possède la *virtù* réside dans la détermination qu'il met à accomplir ce que lui dicte la nécessité – que l'action qui en résulte soit mauvaise ou vertueuse – et cela afin de parvenir à la réalisation de ses idéaux les plus élevés. La *virtù* devient par conséquent le terme par lequel on désigne avec précision les éléments qui constituent la souplesse de caractère d'un prince : il faut « qu'il ait un esprit disposé à tourner selon que les vents de la

Fortune et les variations des choses le lui commandent”. »

Quentin SKINNER, *Machiavel*, (traduit de l'anglais par Michel Plon), Paris, Seuil, (1989), 2001, p. 59-67.

- Vous commenterez le texte suivant :

« Comment se peut-il, demande La Boétie, que la plupart obéissent à un seul, non seulement lui obéissent mais le servent, non seulement le servent mais *veulent* le servir ?

La nature et la portée d'une telle question excluent d'emblée qu'on puisse la réduire à telle ou telle situation historique concrète. La possibilité même de formuler une interrogation aussi destructrice renvoie, simplement mais héroïquement, à une logique des contraires : si je suis capable de m'étonner que la servitude volontaire soit l'invariant commun à toutes les sociétés, la mienne mais aussi celles dont m'informent les livres (à l'exception, peut-être rhétorique, de l'Antiquité romaine), c'est, bien sûr, parce que j'imagine la possibilité logique d'une société qui ignorerait la servitude volontaire. Héroïsme et liberté de La Boétie : juste ce facile et léger glissement de l'Histoire à la logique, juste cette béance dans ce qui est le plus naturellement évident, juste cette brèche dans la conviction générale qu'on ne saurait penser la société sans sa division entre dominants et dominés. À s'étonner de cela, à récuser l'évidence naturelle, le jeune homme La Boétie transcende toute l'histoire connue pour dire : autre chose est possible. »

Pierre CLASTRES, « Liberté, Malencontre, Innommable », in *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1980, p. 111-112.

- Vous commenterez le passage suivant :

« Si nous nous référons à notre expérience en la matière, nous pourrions constater que l'instinct de soumission, un ardent désir de se laisser diriger et d'obéir à un homme fort, tient dans la psychologie de l'homme une place au moins aussi importante que la volonté de puissance, et d'un point de vue politique, peut-être plus significative. »

Hannah ARENDT, « Sur la violence », in *Du Mensonge à la violence*, (traduit de l'américain par Guy DURAND), Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 139.

- Commentez l'extrait suivant :

« La tradition dominante avait défini la loi naturelle par rapport à la fin ou à la perfection de l'homme, en tant qu'animal rationnel et social. Ce que Hobbes tenta donc, ce fut, en faisant sienne l'objection principale de Machiavel contre la tradition utopique mais en refusant par contre sa solution, de conserver l'idée de loi naturelle tout en la dissociant de celle de perfection humaine : ce n'est que si l'on peut déduire la loi naturelle du comportement de fait des hommes, du mobile le plus puissant qui les fait tous agir – ou du moins la plupart d'entre eux la plupart du temps – que celle-ci peut être efficace ou avoir une valeur pratique. Il faut chercher le fondement de la loi naturelle non dans la fin de l'homme mais dans ses origines. »

Léo STRAUSS, *Droit naturel et histoire*, Paris, Flammarion, 1986.

- Vous commenterez le texte suivant, en vous appuyant sur les arguments d'auteurs de la modernité politique :

« On a occulté la question du fétichisme politique, et le processus au terme duquel des individus se constituent (ou sont constitués) en tant que groupe mais en perdant le contrôle sur le groupe dans et par lequel ils se constituent. Il y a une sorte d'antinomie inhérente au politique qui tient au fait que les individus – et cela d'autant plus qu'ils sont plus démunis – ne peuvent se constituer (ou être constitués) en tant que groupe, c'est-à-dire en tant que force capable de se faire entendre et de parler et d'être écoutée, qu'en se dépossédant au profit d'un porte-parole. Il faut toujours risquer l'aliénation politique pour échapper à l'aliénation politique (...).

C'est le travail de délégation qui, étant oublié et ignoré, devient le principe de l'aliénation politique (...). Les fétiches politiques sont des gens, des choses, des êtres, qui semblent ne devoir qu'à eux-mêmes une existence que les agents sociaux leur ont donnée : les mandants adorent leur propre créature. »

Pierre BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, p. 49.

- Commentez l'extrait suivant de Kant, vous pouvez faire dialoguer ce texte avec d'autres pensées et auteurs étudiés :

« À la liberté de penser s'oppose *premièrement la contrainte civile*. Certes, on dit : la liberté de *parler*, ou d'écrire peut nous être retirée par un pouvoir supérieur mais absolument pas celle de *penser*. Toutefois, quelles seraient l'ampleur et la justesse de notre *pensée*, si nous ne pensions pas en quelque sorte en communauté avec d'autres à qui nous *communiquerions* nos pensées et qui nous communiqueraient les leurs ! On peut dire que ce pouvoir extérieur qui dérobe aux hommes la liberté de *communiquer* en public leurs pensées, leur retire aussi la liberté de *penser* : le seul joyau qui nous reste malgré toutes les charges de la vie civile et grâce auquel on puisse trouver un remède à tous les maux de cet état.

Deuxièmement, la liberté de pensée est prise aussi en ce sens que s'y oppose la *contrainte faite à la conscience morale*, lorsque, en dehors de tout pouvoir extérieur, des citoyens s'érigent en tuteurs des autres dans les choses de la religion, et au lieu d'user d'arguments, s'emploient à proscrire, au moyen de formules de foi dictées et assorties de la crainte angoissée du *danger d'un examen propre*, tout examen de la raison par une empreinte précoce laissée dans les esprits.

Troisièmement, la liberté de penser signifie aussi que la raison ne se soumette à aucune autre loi qu'à *celle qu'elle se donne elle-même*. »

Kant, *Que signifie s'orienter dans la pensée ?*